POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives immobilières de Desjardins :

Un redressement sans rebond

Par Kari Norman, économiste, et Maëlle Boulais-Préseault, économiste sénior

FAITS SAILLANTS

- Les ventes de propriétés devraient se redresser graduellement en 2027 et 2028, mais les conditions de marché équilibré et les coûts d'emprunt toujours élevés devraient maintenir la croissance des prix à un niveau modeste.
- L'Ontario et la Colombie-Britannique devraient retrouver de l'élan à mesure que l'activité se normalisera après avoir atteint de faibles niveaux. À l'inverse, plusieurs marchés des Prairies et du Canada atlantique pourraient ralentir après la vigueur observée récemment.
- Le marché de l'habitation se rééquilibre graduellement au Québec, mais l'offre limitée continue de soutenir les prix.
- Le ralentissement de la croissance démographique pourrait peser sur la demande de logements, même si la formation de nouveaux ménages, auparavant freinée, pourrait compenser cet effet.
- Les mises en chantier devraient demeurer élevées, soutenues par les politiques gouvernementales et la vigueur de la construction de logements locatifs, même si la construction de copropriétés ralentit davantage.

Le marché de l'habitation canadien a peiné à prendre de l'élan en 2026, car les coûts d'emprunt élevés et le ralentissement de la croissance démographique, conjugués à l'incertitude commerciale et économique, ont incité les acheteurs à la prudence, même si l'abordabilité s'est améliorée. De leur côté, les mises en chantier ont reculé par rapport aux sommets récents, mais elles devraient demeurer élevées, car le soutien gouvernemental et l'évolution de la composition des nouvelles constructions contribuent à atténuer le ralentissement. Ensemble, ces conditions ouvrent la voie à une modeste reprise de l'activité de revente en 2027 et en 2028, même si la conjoncture des marchés régionaux de l'habitation, les tendances démographiques et la composition des nouvelles constructions continuent d'évoluer.

Une reprise graduelle et inégale du marché de la revente

Les ventes de propriétés sont en voie de diminuer pour une deuxième année consécutive en 2026, tandis que le prix moyen de revente à l'échelle nationale est demeuré globalement stable. Les coûts d'emprunt élevés continuent de freiner la demande, et l'amélioration de l'abordabilité depuis le sommet du boum immobilier pendant la pandémie n'a pas encore suffi à ramener les acheteurs en grand nombre sur le marché. Nous nous attendons à ce que cela commence à changer au cours des deux prochaines années, bien que la reprise soit susceptible de demeurer modeste selon les normes historiques (graphique 1 à la page 2). La croissance soutenue du revenu des ménages devrait également appuyer la demande, même si notre plus récent Indice d'abordabilité Desjardins indique que la hausse des revenus, à elle seule, ne suffira sans doute pas à ramener l'abordabilité de la propriété aux niveaux prépandémiques.

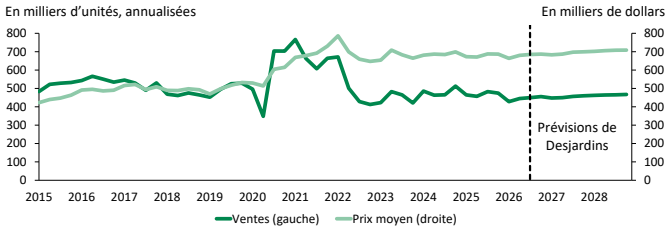
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 1

La reprise du marché de l'habitation au Canada devrait demeurer modeste

Ventes de propriétés existantes et prix moyen



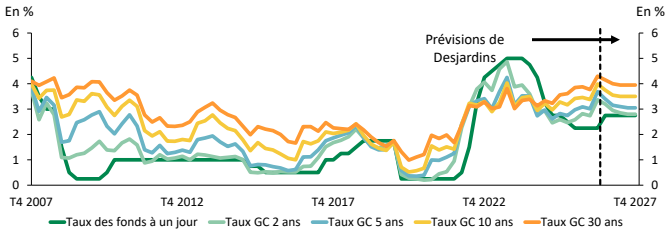
Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

Les coûts d'emprunt devraient demeurer une contrainte importante pour la demande de logements. Les taux hypothécaires fixes sont fortement influencés par les rendements des obligations gouvernementales, lesquels devraient demeurer bien au-dessus de leurs niveaux prépandémiques, même si les rendements à plus long terme s'atténuent graduellement (graphique 2). Les taux hypothécaires variables, quant à eux, sont plus étroitement liés au taux directeur de la Banque du Canada et pourraient subir une certaine pression à la hausse à court terme. Par conséquent, les coûts de financement devraient continuer de limiter le pouvoir d'achat des acheteurs potentiels.

Graphique 2

Les coûts d'emprunt devraient demeurer élevés

Taux directeur et taux des obligations du gouvernement du Canada



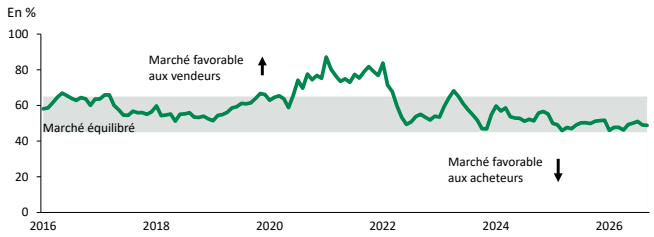
GC : gouvernement du Canada
Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

Parallèlement, l'offre de propriétés à vendre devrait aider à contenir les pressions sur les prix. Au Canada, le ratio des ventes par rapport aux nouvelles inscriptions est passé d'un niveau correspondant à un marché nettement favorable aux vendeurs pendant le boum immobilier pandémique au bas de la fourchette normalement associée à un marché équilibré (graphique 3). Comme l'augmentation des inscriptions offre davantage de choix aux acheteurs qu'au début de la décennie, une reprise des ventes ne se traduira pas nécessairement par une hausse marquée et immédiate des prix.

Graphique 3

Le marché de la revente au Canada est revenu à des conditions plus équilibrées

Ratio ventes/nouvelles inscriptions



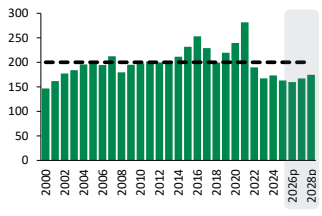
Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

L'amélioration des ventes ne devrait pas non plus être répartie uniformément. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont enregistré certaines des baisses les plus marquées de l'activité et des prix sur le marché de l'habitation et devraient connaître la plus forte reprise des ventes à mesure que l'abordabilité s'améliorera graduellement. Cependant, une grande partie de cette hausse représenterait simplement un retour de l'activité vers des niveaux plus typiques après une période exceptionnellement faible, plutôt que le début d'une nouvelle période d'essor (graphique 4). On ne s'attend pas à ce qu'une augmentation du nombre de transactions se traduise immédiatement par une forte hausse des prix. L'offre demeure relativement abondante dans les deux provinces, tandis que les coûts mensuels associés à la propriété sont toujours exceptionnellement élevés. En revanche, on s'attend à un ralentissement des ventes dans plusieurs marchés de l'Atlantique et des Prairies après une période d'activité relativement plus soutenue, même si les prix pourraient continuer de grimper dans certaines de ces provinces. Ces différences reflètent les écarts importants entre les marchés locaux sur les plans de la conjoncture économique, de l'abordabilité, de l'offre existante et de l'équilibre du marché.

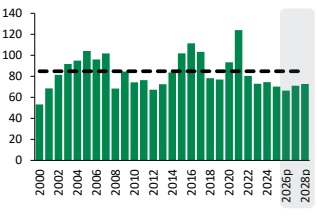
Graphique 4

Malgré de meilleures perspectives de croissance des ventes, l'Ontario et la Colombie-Britannique demeurent sous les normes à long terme

Ontario : ventes de propriétés



Colombie-Britannique : ventes de propriétés



p : prévisions
Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

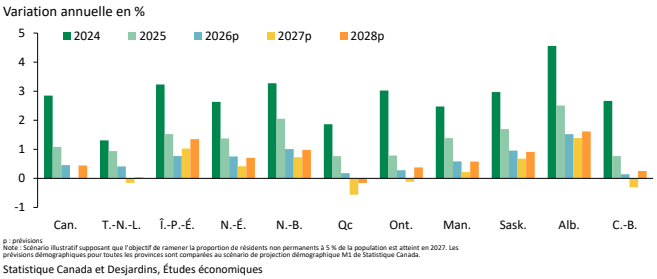
Un contexte démographique très différent

La migration internationale a bondi après la pandémie et a alimenté une demande de logements exceptionnellement forte. Ce facteur s'est maintenant estompé, car le gouvernement fédéral a réduit le nombre de résidents temporaires. Les récentes révisions des estimations démographiques suggèrent que la diminution du nombre de résidents non permanents a été, jusqu'à présent, moins marquée que ce que l'on croyait auparavant. Le fait de ramener leur proportion dans la population canadienne à l'objectif de 5 % du gouvernement fédéral d'ici la fin de 2027 impliquerait un recul démographique dans certaines provinces (graphique 5). Même si la cible n'est pas atteinte, le ralentissement prévu de la croissance démographique devrait réduire la demande tant de propriétés que de logements locatifs.

Graphique 5

L'atteinte de la cible de 5 % du gouvernement entraînerait un déclin démographique dans certaines provinces en 2027

Prévisions de croissance démographique (au 1er juillet)



p : prévisions
Note : Scénario illustratif supposant que l'objectif de ramener la proportion de résidents non permanents à 5 % de la population est atteint en 2027. Les prévisions démographiques pour toutes les provinces sont comparées au scénario de projection démographique M1 de Statistique Canada.

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Toutefois, la demande de logements pourrait ne pas diminuer au même rythme que la croissance démographique. Des années marquées par un marché de l'habitation tendu et coûteux pourraient avoir freiné la création de nouveaux ménages, puisque certaines personnes ont retardé le moment de former un ménage indépendant. Une plus grande disponibilité et l'assouplissement des conditions du marché locatif pourraient permettre à une partie de cette demande latente de se manifester, ce qui viendrait compenser en partie le ralentissement démographique.

La construction résidentielle se maintient, mais sa composition évolue

Le nombre de mises en chantier a diminué depuis le début de l'année 2026, mais il demeure élevé selon les normes historiques. Même si les conditions économiques et démographiques suggéreraient normalement un ralentissement plus marqué, les mises en chantier se sont maintenues autour de 245 000 au cours des trois derniers trimestres. Cette situation laisse croire que la construction résidentielle pourrait demeurer plus vigoureuse que ne le laisseraient présager les seuls facteurs habituels de la demande. Puisque la croissance économique devrait s'accélérer, que le chômage devrait diminuer, que les taux hypothécaires fixes devraient baisser et que les politiques devraient demeurer favorables, nous prévoyons que les mises en chantier demeureront proches des niveaux actuels jusqu'en 2028.

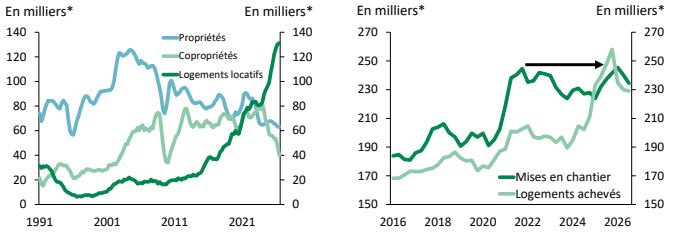
La composition de la construction contribue à expliquer cette vigueur. Les mises en chantier de logements locatifs ont atteint des niveaux records, ce qui contribue à compenser le net recul de la construction de copropriétés (graphique 6). Les projets de logements locatifs ont bénéficié du financement gouvernemental et d'incitatifs fiscaux, tandis que la hausse des coûts d'emprunt, l'affaiblissement de la demande des investisseurs et la baisse des rendements attendus ont fragilisé le modèle de préventes qui finance bon nombre de projets de copropriétés. Comme nous l'avons récemment souligné, ce virage permet aux constructeurs de rester actifs et d'accroître l'offre de logements locatifs dont le marché a besoin, mais ces logements ne peuvent remplacer les copropriétés comme porte d'entrée vers la propriété. Les effets du ralentissement du marché des copropriétés prendront du temps avant d'être pleinement visibles. Les achèvements concernent des projets lancés plusieurs années auparavant et n'ont atteint un sommet que récemment, tandis que moins de logements destinés à la propriété se sont ajoutés au portefeuille de projets.

Graphique 6

La construction de logements locatifs soutient les mises en chantier, tandis que la construction de copropriétés recule

Canada : mises en chantier, par type

Canada : mises en chantier et achèvements



* Somme mobile sur quatre trimestres.

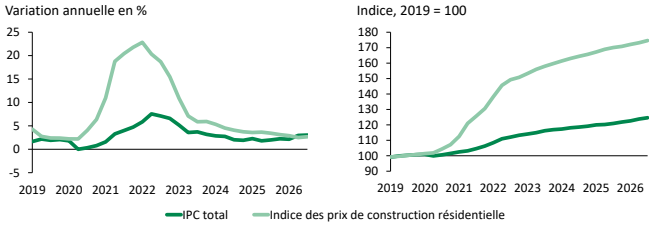
Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Les conditions entourant le développement immobilier demeurent néanmoins difficiles. L'inflation des coûts de construction résidentielle a fortement ralenti par rapport à son sommet de 2022, mais ceux-ci demeurent considérablement plus élevés qu'avant la pandémie et ont augmenté beaucoup plus rapidement que l'ensemble des prix à la consommation depuis 2019 (graphique 7 à la page 4). Les coûts de financement sont également élevés, ce qui accroît les frais de possession des terrains et le coût de financement de la construction. Le conflit commercial entre le Canada et les États-Unis pourrait exercer une nouvelle pression à la hausse sur le coût de certains matériaux. Comme nous l'avons mentionné dans nos récentes Perspectives économiques provinciales, l'exposition au commerce extérieur varie considérablement d'une province à l'autre, ce qui accroît l'incertitude à l'échelle régionale.

Graphique 7

Les pressions sur les coûts de construction se sont atténuées, mais les hausses antérieures ne se sont pas résorbées

Canada : inflation de la construction résidentielle et inflation mesurée par l'IPC total



IPC : indice des prix à la consommation

Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les politiques gouvernementales exercent toutefois un effet contraire. Le financement préférentiel et le traitement fiscal avantageux ont déjà soutenu la construction de logements locatifs, tandis que l'allégement fiscal s'appliquant aux ventes de maisons neuves, la réduction des droits d'aménagement dans certaines municipalités ainsi que d'autres mesures pourraient améliorer la rentabilité de la construction de logements destinés à la propriété. Ces politiques n'élimineront pas les défis auxquels sont confrontés les constructeurs, particulièrement dans le secteur des copropriétés, mais elles peuvent aider à expliquer pourquoi la construction est demeurée plus vigoureuse que ne le suggéreraient autrement les conditions économiques sous-jacentes. Conjugué à l'amélioration de la conjoncture économique, ce soutien devrait aider à maintenir un niveau élevé de construction résidentielle au Canada au cours des deux prochaines années.

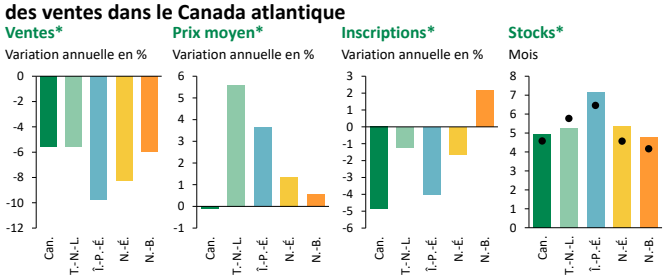
PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

Les ventes de propriétés existantes ont diminué dans tout le Canada atlantique en 2026, tandis que les prix moyens ont continué de grimper. Les ventes ont chuté le plus brusquement à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, tandis que Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré la plus forte croissance des prix (graphique 8). Les facteurs migratoires favorables qui ont soutenu la demande de logements au début de la décennie se sont considérablement estompés, malgré une accélération récente de la migration internationale vers la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick (graphique 9). Alors que la demande ralentit et que les conditions du marché deviennent moins tendues, la croissance des prix devrait se modérer par rapport au rythme soutenu enregistré au cours des dernières années.

La construction résidentielle recule également par rapport aux sommets récents. Les mises en chantier ont considérablement chuté en Nouvelle-Écosse depuis le début de l'année 2026 et ont commencé à diminuer au Nouveau-Brunswick, tandis que l'activité s'est mieux maintenue à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard. Un ralentissement supplémentaire est attendu à mesure que la croissance démographique ralentit et que l'offre récemment ajoutée est absorbée. Toutefois, de solides investissements non résidentiels et un portefeuille de grands projets dans le secteur des ressources pourraient soutenir l'activité économique régionale et, par ricochet, la demande de logements à moyen terme.

Graphique 8

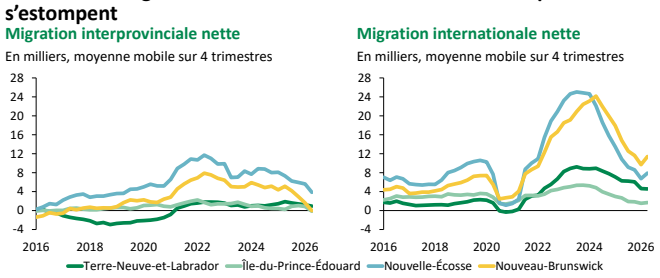
Les prix des propriétés ont continué de grimper malgré l'affaiblissement des ventes dans le Canada atlantique



* Moyenne de janvier à septembre 2026, comparativement à la même période en 2025.
Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

Graphique 9

Les facteurs migratoires favorables dans le Canada atlantique s'estompent



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

QUÉBEC

Après les trois premiers trimestres de 2026, une tendance se dessine clairement sur le marché de la revente au Québec : l'incertitude semble peser sur la demande. Entre janvier et septembre, le nombre de transactions a diminué d'environ 7 % par rapport à la même période l'année précédente. En règle générale, l'affaiblissement de la demande a tendance à atténuer les pressions sur les prix. Cependant, cela n'a pas été le cas jusqu'à présent. Le prix de vente moyen a plutôt augmenté de 5,6 % dans l'ensemble de la province au cours de la même période. L'offre de propriétés à vendre reste insuffisante pour permettre un rééquilibrage significatif du marché, ce qui continue d'exercer une pression à la hausse sur les prix. Dans ce contexte, l'abordabilité demeure un défi important dans un climat de ralentissement des transactions. Ces tendances devraient se poursuivre jusqu'à la fin de l'année et en 2027 (graphique 10).

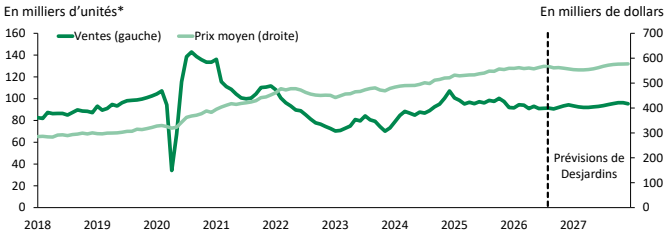
En ce qui concerne la construction résidentielle, la croissance des mises en chantier commence à ralentir et devrait revenir graduellement à un rythme plus soutenable. Les coûts de construction sont cependant encore élevés et continuent de peser sur les constructeurs. L'incertitude économique et les conditions de financement moins favorables freinent également les décisions d'investissement des promoteurs. À l'inverse, les municipalités qui ont instauré des mesures pour faciliter le développement résidentiel, notamment des processus d'approbation accélérés, continuent généralement d'attirer davantage de projets.

Les logements locatifs demeurent le principal moteur de la construction résidentielle, tandis que les mises en chantier de copropriétés sont toujours proches de leurs niveaux les plus bas des dernières années (graphique 11). Cela s'explique en partie par divers programmes soutenant la construction locative, mais aussi par l'intérêt accru des promoteurs pour ce segment, où les perspectives demeurent plus favorables que pour les copropriétés. Cependant, la vigueur actuelle de la construction de logements destinés à la location pourrait commencer à s'atténuer dans certains marchés. Les taux d'inoccupation augmentent, particulièrement pour les logements locatifs neufs et plus coûteux, car la demande peine à absorber l'augmentation substantielle de l'offre aux loyers actuels. Cela contraste avec la rareté persistante des logements locatifs plus anciens et plus abordables, ce qui indique un marché de plus en plus segmenté plutôt qu'une amélioration généralisée de la disponibilité des logements locatifs. Les difficultés qui en résultent pour écouler les nouveaux logements pourraient peser sur la viabilité financière des futurs projets locatifs. Quoi qu'il en soit, les perspectives à court terme pour la construction résidentielle demeurent favorables, soutenues par le nombre important de projets dont la mise en chantier est toujours prévue pour le reste de 2026 et en 2027.

Graphique 10

Les ventes devraient se stabiliser au cours des prochains mois, mais les prix demeurent élevés

Québec : marché de la revente



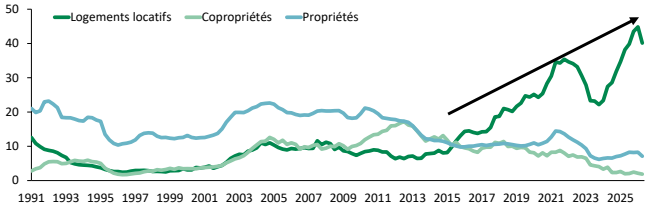
* Annualisé.

Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Graphique 11

La construction de logements locatifs dépasse depuis plusieurs années la construction de logements unifamiliaux et en copropriété

Québec : mises en chantier



* Somme mobile sur quatre trimestres.

Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

ONTARIO

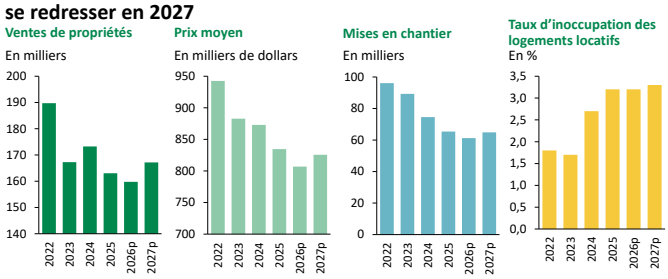
Le marché de la revente en Ontario est demeuré faible en 2026, et l'on prévoit que les ventes et les prix moyens termineront l'année à des niveaux inférieurs à ceux, déjà bas, observés précédemment (graphique 12). L'activité devrait s'améliorer l'année prochaine, car la hausse des revenus des ménages, les baisses de prix antérieures et l'amélioration graduelle de l'abordabilité permettront à certains acheteurs qui étaient restés en retrait de revenir sur le marché. Toutefois, l'offre disponible devrait maintenir le marché de l'habitation de la province en situation d'équilibre, certains marchés locaux, particulièrement celui de Toronto, demeurant favorables aux acheteurs. Les ventes pourraient donc se redresser plus rapidement que les prix moyens, ce qui permettrait au nombre de transactions d'augmenter sans annuler immédiatement les gains récents en matière d'abordabilité.

La construction résidentielle s'est également affaiblie, mais pourrait commencer à se redresser après être tombée à un faible niveau (graphiques 12 et 13). Les mises en chantier de copropriétés à Toronto ont chuté brusquement, car la faible demande des investisseurs et le recul des préventes ont compliqué le financement des projets, tandis que la construction d'habitations avec accès au sol a suivi une tendance à la baisse ailleurs dans la province. La construction de logements locatifs a compensé en partie ce recul. Toute reprise devrait demeurer modeste, mais l'Ontario bénéficie d'un soutien politique important : la réduction de la TVH, la baisse des droits d'aménagement dans certaines municipalités et l'appui gouvernemental constant à la construction locative pourraient améliorer la viabilité des projets et favoriser la demande de nouvelles habitations.

Le ralentissement de l'arrivée de nouveaux résidents devrait peser sur la demande locative, mais le taux d'inoccupation global masque des différences importantes au sein du marché. Les taux d'inoccupation sont considérablement plus bas pour les logements plus grands et plus abordables, ce qui laisse croire qu'il existe toujours une demande pour des logements qui répondent mieux aux besoins et au budget de certains ménages, tandis que des ménages dont la formation avait été freinée pourraient également entrer sur le marché. Notre récent rapport sur les Perspectives immobilières de l'Ontario propose une évaluation régionale plus détaillée.

Graphique 12

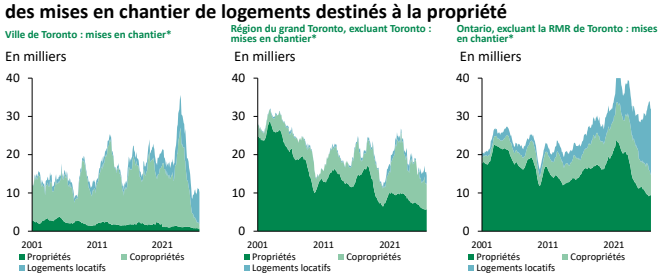
On s'attend à ce que le marché de l'habitation en Ontario commence à se redresser en 2027



p : prévisions
Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 13

La construction de logements locatifs compense en partie l'affaiblissement des mises en chantier de logements destinés à la propriété



* Annualisé sous forme de somme mobile sur 12 mois.
RGT : région du grand Toronto
Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

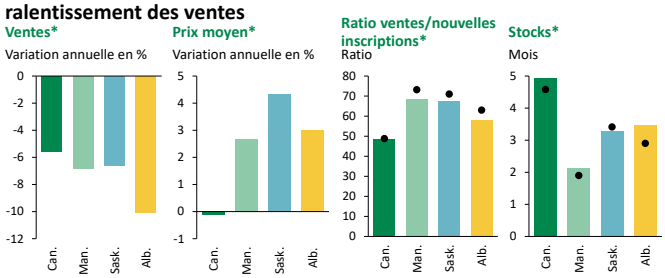
PROVINCES DES PRAIRIES

L'activité de revente s'est affaiblie dans les Prairies en 2026, bien que des conditions de marché plus serrées aient continué de soutenir la hausse des prix des habitations (graphique 14). La divergence est plus marquée en Alberta, où les ventes ont chuté brusquement alors que les prix sont environ 3 % plus élevés qu'il y a un an. La Saskatchewan a enregistré les plus fortes hausses de prix malgré le recul des ventes, tandis que la faiblesse des stocks au Manitoba continue d'indiquer des conditions relativement tendues. Si les inscriptions rattrapent graduellement la demande, la croissance des prix pourrait ralentir, mais il est possible que le marché du travail et les perspectives d'investissement favorables de l'Alberta aident à atténuer le ralentissement régional prévu de la demande de logements.

La construction résidentielle demeure vigoureuse au regard des dernières années, la construction de logements locatifs étant à l'origine d'une grande partie de la hausse (graphique 15). On s'attend à ce que la cadence des mises en chantier se modère légèrement, alors que la croissance démographique ralentit par rapport au rythme exceptionnel des dernières années (graphique 16). Le repli pourrait être plus marqué en Alberta après l'expansion rapide des dernières années, tandis que le Manitoba et la Saskatchewan pourraient connaître des changements plus modestes de l'activité globale.

Graphique 14

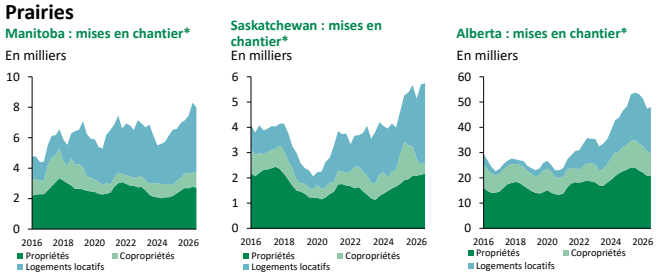
Dans les Prairies, les marchés plus serrés ont soutenu les prix malgré le ralentissement des ventes



* Moyenne de janvier à septembre 2026, comparativement à la même période en 2025.
Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

Graphique 15

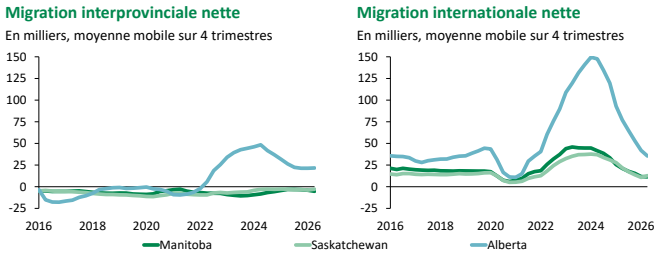
La construction de propriétés demeure élevée dans l'ensemble des Prairies



* Annualisé sous forme de somme mobile sur quatre trimestres.
Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Graphique 16

Les facteurs migratoires favorables s'estompent dans les Prairies



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

COLOMBIE-BRITANNIQUE

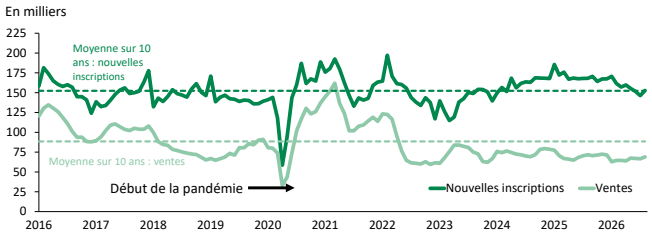
Le marché de la revente en Colombie-Britannique est demeuré morose en 2026, les ventes se situant sous leur moyenne des dix dernières années, tandis que les nouvelles inscriptions sont demeurées au niveau de leur moyenne ou légèrement au-dessus (graphique 17). Les conditions de marché favorables aux acheteurs qui en résultent ont contribué à faire diminuer les prix moyens et à offrir un plus grand choix aux acheteurs potentiels. L'amélioration des revenus des ménages devrait permettre le retour graduel de certains acheteurs, et l'on s'attend à ce que les ventes s'améliorent à court terme. Toutefois, les graves problèmes d'abordabilité en Colombie-Britannique et l'offre abondante – le nombre de mois de stocks s'établissant à environ sept en moyenne depuis le début de l'année – devraient continuer de limiter la croissance des prix.

La construction résidentielle a mieux résisté que l'activité de revente, mais sa composition continue d'évoluer (graphique 18). Les mises en chantier de logements destinés à la propriété ont suivi une tendance à la baisse dans l'ensemble de la province, tandis que la construction de logements locatifs a considérablement augmenté, particulièrement dans la ville de Vancouver. La construction de copropriétés dans cette ville n'a pas connu le déclin brutal observé à Toronto, mais la faiblesse des préventes pourrait peser sur les mises en chantier futures. La construction de logements locatifs et les projets déjà en préparation devraient compenser en partie ce recul. Comme nous l'avons récemment indiqué, le programme proposé par la Colombie-Britannique visant à acquérir environ 2 200 copropriétés invendues pourrait contribuer à faciliter l'absorption des logements achevés et à réduire la pression sur les promoteurs.

Graphique 17

L'offre de propriétés est de retour à la moyenne sur 10 ans, mais la demande est à la traîne

Colombie-Britannique : marché des propriétés existantes

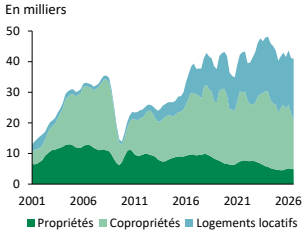


Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques

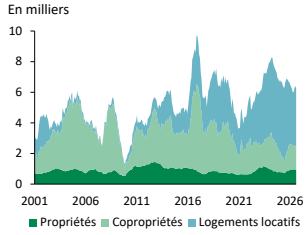
Graphique 18

Vancouver s'est tournée vers la construction de logements locatifs, tandis que la Colombie-Britannique construit moins de maisons

Colombie-Britannique : mises en chantier*



Ville de Vancouver : mises en chantier*



* Annualisé sous forme de somme mobile.

Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 1

Canada : principaux indicateurs immobiliers par province

	2022	2023	2024	2025	2026p	2027p	2028p
VARIATION ANNUELLE EN % (SAUF INDICATION CONTRAIRE)							
Ventes de propriétés existantes – Canada	**-25,5**	**-11,1**	**7,9**	**-1,9**	**-5,1**	**2,0**	**2,5**
Terre-Neuve-et-Labrador	-7,1	-15,1	6,1	7,9	-6,5	-8,9	-8,0
Île-du-Prince-Édouard	-18,2	-5,4	8,5	6,0	-11,7	-13,4	-2,3
Nouvelle-Écosse	-21,7	-17,4	7,8	-0,1	-8,1	-1,3	1,2
Nouveau-Brunswick	-20,8	-13,9	4,4	4,0	-7,8	-8,6	-4,2
Québec	-20,5	-12,8	18,8	7,8	-4,9	1,7	3,1
Ontario	-32,8	-12,0	4,8	-4,1	-2,1	4,6	4,4
Manitoba	-20,1	-10,0	11,4	4,0	-6,8	-4,8	0,7
Saskatchewan	-11,7	-3,2	8,8	0,8	-7,0	-2,5	0,5
Alberta	-1,4	-9,1	9,2	-7,8	-9,3	-1,6	0,9
Colombie-Britannique	-35,1	-9,3	2,0	-5,7	-5,4	7,0	2,4
Prix de revente moyen des propriétés – Canada	**2,3**	**-3,7**	**1,0**	**-1,1**	**-0,1**	**1,9**	**2,1**
Terre-Neuve-et-Labrador	6,8	0,7	8,9	7,9	5,7	4,1	1,8
Île-du-Prince-Édouard	13,5	-1,4	2,0	2,7	2,9	-0,5	-0,1
Nouvelle-Écosse	14,7	3,0	6,0	5,3	0,7	2,4	1,9
Nouveau-Brunswick	17,8	2,7	9,7	5,4	0,5	0,6	-1,7
Québec	11,3	-0,2	2,8	8,1	3,6	0,7	3,7
Ontario	6,8	-6,4	-0,9	-3,8	-3,4	2,3	1,0
Manitoba	7,9	-3,2	5,9	5,6	2,6	2,7	2,7
Saskatchewan	0,8	-0,8	6,1	8,4	4,3	3,7	2,3
Alberta	5,1	0,8	9,6	3,8	2,4	0,8	0,3
Colombie-Britannique	7,5	-2,6	1,1	-2,9	-1,5	-0,1	0,0
Mises en chantier (milliers) – Canada	**261,8**	**240,3**	**245,4**	**259,0**	**245,4**	**239,7**	**244,2**
Terre-Neuve-et-Labrador	1,4	1,0	1,7	1,6	1,9	1,9	1,8
Île-du-Prince-Édouard	1,3	1,1	1,7	1,8	1,8	1,2	1,2
Nouvelle-Écosse	5,7	7,2	7,4	9,8	6,9	6,3	6,5
Nouveau-Brunswick	4,7	4,5	6,2	7,6	6,9	5,1	4,8
Québec	57,1	38,9	48,7	59,9	58,1	58,4	58,9
Ontario	96,1	89,3	74,6	65,4	61,2	64,9	71,0
Manitoba	8,1	7,1	7,2	7,9	8,9	8,3	8,4
Saskatchewan	4,2	4,6	4,3	6,2	6,5	6,3	6,4
Alberta	36,5	36,0	47,8	54,9	49,0	45,1	43,8
Colombie-Britannique	46,7	50,5	45,8	44,2	44,0	42,3	41,6

p : prévisions

Société canadienne d'hypothèques et de logement, Association canadienne de l'immeuble et Desjardins, Études économiques